



19.019

**Stärkung
der Rolle der Schweiz
als Gaststaat 2020–2023.
Massnahmen**

**Renforcer
le rôle de la Suisse
comme Etat hôte 2020–2023.
Mesures**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.06.19 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Siège du deuxième office l'ONU après New York, siège de 37 organisations internationales, de 177 missions d'Etat, de 380 organisations d'importance internationale et également lieu de 4000 visites de chefs d'Etat, de gouvernements, de ministères et d'autres représentants d'institutions et présence de 30 000 fonctionnaires internationaux, il y a encore 220 000 délégués du monde entier qui viennent chaque année à Genève; la Genève internationale et la Suisse internationale sont le haut lieu de la diplomatie multilatérale.

La réunion de toutes ces institutions et de ces compétences en fait le site privilégié de la gouvernance mondiale partagée et le creuset de la mise en oeuvre de l'agenda 2030. Quel chemin parcouru depuis 100 ans, lorsqu'en 1919, après la fin de la Première Guerre mondiale et la création de la Société des Nations, Genève accueillait pour la première fois une agence qui serait intégrée à la future ONU, l'Organisation internationale du travail! La Genève internationale vient de célébrer ce centenaire.

Alors que l'implantation d'organisations et la tenue de conférences à Genève se sont imposées pendant longtemps naturellement, leur attractivité s'est peu à peu érodée. Comme le montre très bien le message que nous discutons ce jour, la concurrence internationale pour attirer le siège d'organisations et la tenue de grandes conférences s'est renforcée. Il y a une forte volonté de la part de pays ou de villes sur les différents continents de se profiler sur des thèmes et d'attirer des organisations, voire des conférences, chez eux.

Les mesures et les moyens financiers à mettre en oeuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020 à 2023 s'inscrivent dans une volonté commune du Conseil fédéral et du Parlement de préserver le statut particulier dont jouit au niveau international la Suisse et la Genève internationale. Le projet ainsi discuté est en parfaite cohérence avec l'adoption en 2007 de la loi sur l'Etat hôte, suivie de l'adoption en 2014 de ma motion 12.4267, "Renforcer la Genève internationale et la Suisse comme places d'accueil de la diplomatie internationale et multilatérale", et enfin l'adoption en 2015 du projet 14.085, "Mesures pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte", afin de renforcer le rôle de la Suisse pour la période 2016–2019.

Lors de la séance du 13 mai 2019, la Commission de politique extérieure s'est penchée sur la demande financière qui prend la forme, d'une part, d'un plafond de dépenses de 103,8 millions de francs pour les années 2020–2023 pour le renforcement du rôle de la Suisse comme Etat hôte et, d'autre part, d'un crédit-cadre de 8 millions de francs pour la mise en oeuvre de mesures pour renforcer la protection des sites des organisations internationales. La Commission a unanimement souligné la clarté des explications fournies dans le message et la pertinence des mesures proposées par le Conseil fédéral, développées en six axes, qui permettent une approche holistique du renforcement de la Genève internationale et de la Suisse comme Etat hôte.

L'un de ces axes est "renforcer le dispositif d'accueil": 70 pour cent des moyens financiers prévus seront alloués au développement du réseau de réflexion et savoir-faire suisse et genevois. Un autre axe est "viser l'universalité des représentations des Etats", dont l'objectif est extrêmement important, à savoir que les 193 Etats membres de l'ONU soient présents à Genève, ce qui serait exceptionnel. Et, lorsqu'il n'y a pas de possibilité pour des raisons financières, le but est qu'il y ait un soutien suisse aux Etats les plus faibles.





Il y a aussi l'axe "promouvoir les partenariats et mener une action coordonnée", avec les cantons – Vaud, Bâle, etc. –, ainsi qu'avec la France voisine, les universités et les instituts de recherche. Un autre axe, encore, a pour objectif d'"améliorer la communication de et sur la Genève internationale" vers le monde et, c'est important, aussi vis-à-vis de la Suisse, pour montrer les apports de la Genève internationale et de la Suisse internationale à la politique étrangère nationale, à l'image du pays, et montrer aussi les effets positifs sur l'économie.

Outre ces axes, nos travaux ont mis en évidence également le fait que les trois thématiques prioritaires du Conseil fédéral pour la période 2020–2023 sont tout à fait pertinentes. D'une part, un accent est mis sur les conférences de paix, et, d'autre part, on cherche à mettre en relation les diverses plateformes existantes pour valoriser l'apport de chacune. Il y a déjà à Genève seize plateformes différentes qui concernent la thématique du travail sur le plan international. Troisièmement, la priorité est mise aussi sur le traitement de nouvelles thématiques touchant les défis du XXI^e siècle, avec la création d'un nouvel instrument, la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator.

Il convient de préciser deux éléments importants: d'une part, que le Contrôle fédéral des finances, lors d'un audit sur les mesures prises pour la Genève internationale, a indiqué la pertinence des choix opérés pour la période 2016–2019; d'autre part, que ces mesures qui s'inscrivent pour la période 2020–2023 sont en parfaite cohérence avec la stratégie élaborée en 2013 par le Groupe permanent conjoint Confédération – République et Canton de Genève sur les priorités de la Genève internationale.

L'ensemble des groupes, partageant la nécessité de renforcer l'Etat hôte, est entré en matière; l'entrée en matière n'a donc pas été combattue et a été acquise à l'unanimité. La discussion en commission s'est focalisée sur des points

AB 2019 N 927 / BO 2019 N 927

spécifiques: d'une part, le financement de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator et, d'autre part, les moyens pour la communication; finalement, le soutien aux ONG locales servant d'interfaces entre la société civile mondiale et les instances onusiennes. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces trois sujets dans le traitement des propositions de minorité, donc rejetées par la commission.

La Commission de politique extérieure vous invite, à l'unanimité, à accepter sans modification l'arrêté fédéral concernant les mesures à mettre en oeuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020 à 2023.

J'ajoute en conclusion que cet effort est d'autant plus important que, ces jours-ci, nous perdons un allié de taille. En effet, Michael Möller, actuel directeur de l'ONU Genève, quitte ses fonctions pour prendre une retraite bien méritée. Il a été une personne essentielle dans le choix de l'ONU de se maintenir en force à Genève et de lancer le projet de rénovation du bateau amiral de Genève, le Palais des Nations. Qu'il en soit ici remercié.

Riklin Kathy (C, ZH), für die Kommission: Zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat schlägt Ihnen der Bundesrat für den Zeitraum von 2020 bis 2023 einen Rahmenkredit von total 111,8 Millionen Franken vor, also jährlich rund 28 Millionen Franken. Der Bundesrat will damit seine Politik zur Sicherung und zum Ausbau der Position der Schweiz als Gaststaat internationaler Organisationen und wichtigstes Zentrum für globale Gouvernanz fortsetzen.

Die Strategie des Bundesrates beinhaltet drei Bereiche: erstens die Ausrichtung auf internationale Konferenzen und Friedensverhandlungen, zweitens die Vernetzung und den Austausch und drittens die Bearbeitung neuer Themen und Fragestellungen des 21. Jahrhunderts. Damit will der Bundesrat die Attraktivität und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz als Gaststaat stärken.

37 internationale Organisationen haben ihren Sitz in Genf. Genf hat eine grosse Bekanntheit, ein sehr gutes Renommee und eine grosse Ausstrahlung in der ganzen Welt. Dies bringt der Schweiz Sichtbarkeit und länderübergreifende Anerkennung, es dient aber auch der Marke Schweiz und der Schweizer Wirtschaft. Die vorliegende Botschaft legt einerseits Rechenschaft ab über die Tätigkeiten der letzten vier Jahre, andererseits zeigt sie die Strategie für die nächsten vier Jahre auf. Aufgrund der einzigartigen Konzentration von Akteuren ist das sogenannte internationale Genf im Laufe der Zeit zu einem der wichtigsten Zentren der globalen Gouvernanz geworden. Neben den bekannten internationalen Organisationen beherbergt Genf 177 Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen und mehr als 380 Nichtregierungsorganisationen, für die über 30 000 internationale Bedienstete tätig sind, und ist damit der operationelle Mittelpunkt des multilateralen Systems. Das internationale Genf ermöglicht uns einen einfacheren Zugang zu diesen Organisationen und bietet der Schweiz eine hervorragende Plattform zur Verbreitung ihrer Botschaften. Das internationale Genf prägt das Bild der Schweiz. Indem die Schweiz den auf ihrem Gebiet ansässigen internationalen Akteuren optimale Bedingungen bietet, trägt sie auch wesentlich zu reibungslosen internationalen Beziehungen und zur Lösung der grossen Heraus-



forderungen unserer Zeit bei. Wir müssen uns aber bewusst sein, dass die Konkurrenz nicht schläft. Andere Länder hätten auch gerne internationale Organisationen an ihren Orten.

Ein weiteres grosses Risiko für die Bedeutung Genfs ist das steigende Misstrauen gegenüber dem Multilateralismus. Wenn sich grosse Staaten von internationalen Organisationen lösen oder sie schlechtmachen, dient dies der Schweiz gar nicht. Daher ist es begrüssenswert, wenn beispielsweise Deutschland, wie am WEF durch Angela Merkel geschehen, die Bedeutung des Multilateralismus betont. Auch die Schweiz muss daher weiterhin proaktiv sein, die internationalen Organisationen stärken und Genf als deren Sitzstaat unterstützen. Ihre APK hat der Botschaft einstimmig zugestimmt. Eine längere Diskussion fand über die Unterstützung von NGO und Thinktanks und deren Tätigkeiten statt. Es war klar, dass diese keinen Leistungsauftrag erhalten können und der Bund sie in Form von konkreten Aufgaben, also durch projektgebundene Finanzierung, aber auch in ihren Kernaufgaben unterstützen kann.

Eine Debatte wurde über die Stiftung Geneva Science and Diplomacy Anticipator (Gesda) geführt, die vom ehemaligen Aussenminister Didier Burkhalter initiiert und durch eine Arbeitsgruppe unter Leitung von alt Nationalrat Fulvio Pelli aufgegleist wurde und heute von Peter Brabeck-Letmathe präsiert wird. Das EDA finanziert das Projekt in seiner Pilotphase mit einem Beitrag von 3 Millionen Franken, verteilt auf die drei Jahre 2020, 2021 und 2022. Die Stiftung soll die gesellschaftlichen Auswirkungen der technologischen und wissenschaftlichen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts analysieren und Lösungen vorschlagen, wie die globale Gemeinschaft in Respektierung der demokratischen Werte und der Menschenrechte mit ihnen umgehen kann. Sie finden dazu einen Minderheitsantrag Molina auf der Fahne. Die grosse Mehrheit Ihrer APK ist aber der Meinung, dass wir einen umfassenden Zahlungsrahmen zur Verfügung stellen und uns nicht ins operative Geschäft und die Aufteilung der Gelder unter die verschiedenen NGO und Thinktanks einmischen sollten.

Ihre APK bittet Sie, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen und dem Zahlungsrahmen von 111,8 Millionen Franken beizupflichten. Dieser Beitrag beinhaltet einen Zahlungsrahmen in der Höhe von 103,8 Millionen Franken zur Umsetzung der Strategie sowie einen Rahmenkredit in der Höhe von 8 Millionen Franken für den Aussenschutz von Gebäuden der internationalen Organisationen, für den die Schweiz verantwortlich ist.

Bourgeois Jacques (RL, FR), pour la commission: Le rôle de la Suisse et son importance comme Etat hôte ne sont plus à démontrer. Notre pays accueille en effet sur son sol des organisations et des conférences internationales depuis plus de 150 ans. L'impact économique de la Genève internationale pour le canton de Genève est très important: il s'élève à 11,3 pour cent du PIB cantonal, ce qui représente tout de même 1 pour cent de notre PIB national.

La Commission des finances s'est penchée sur le message qui vous est soumis lors de sa séance des 1er et 2 avril derniers. La commission soutient la position du Conseil fédéral visant à renforcer la stratégie en attirant de nouvelles organisations internationales dont le travail porte sur de nouvelles thématiques, comme les avancées génétiques ou dans le domaine de la médecine.

Le Conseil fédéral a approuvé à cet effet la création de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator. Cette fondation a pour objectif de mettre à disposition de la communauté internationale un instrument novateur et flexible qui permettra de catalyser le travail des organisations internationales, afin que ces dernières puissent traiter rapidement les thèmes de la diplomatie multilatérale du 21^e siècle. La Commission des finances attire toutefois l'attention sur le fait que la Confédération, malgré la création d'une fondation, doit garder sa fonction d'autorité suprême de haute surveillance.

La Commission des finances vous recommande, par 15 voix contre 8 et 2 abstentions, d'allouer pour la période 2020–2023 une somme totale de 111,8 millions de francs, contre 113,585 millions pour la période 2016–2019, soit un montant en légère baisse. Ce montant se compose d'une enveloppe financière de 103,8 millions de francs pour la mise en oeuvre et le renforcement du rôle de la Suisse comme Etat hôte et d'un montant de 8 millions de francs au titre de la mise en oeuvre des mesures visant à renforcer la protection extérieure des sites des organisations internationales.

Il sied de mentionner que seulement 500 000 francs ont été dépensés à cet effet sur le crédit-cadre 2016–2019, alors que celui-ci prévoyait un montant de 11 millions de francs. A relever aussi que les mesures de sécurité extérieure des sites des organisations internationales sont financées à hauteur de 65 pour cent par la Confédération, le solde restant étant à la charge du canton de Genève. Toutefois, l'élément déclencheur du processus demeure une demande concrète de la part de l'organisation internationale concernée. C'est ce qui

AB 2019 N 928 / BO 2019 N 928

explique cette grande variation entre le crédit-cadre alloué et les dépenses effectives.

Les défenseurs de la proposition de la minorité Keller Peter jugent, quant à eux, que nous devrions nous baser



sur les dépenses effectives et fixer un plafond global à 100 millions de francs, soit 92 millions de francs pour le renforcement du rôle de la Suisse comme Etat hôte et 8 millions pour la mise en oeuvre des mesures visant à renforcer la protection extérieure des sites des organisations internationales.

Au nom de la majorité de la Commission des finances, je vous invite, à soutenir d'une part, ce projet et les deux montants de 103,8 millions de francs et de 8 millions de francs. D'autre part, la Commission des finances réitère sa demande d'être consultée et tenue au courant avant toute forme de décision, de la part du Département fédéral des affaires étrangères ou du Conseil fédéral, concernant l'octroi d'un prêt à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales ou à une organisation internationale en vue de financer un projet immobilier de rénovation et de construction.

Gysi Barbara (S, SG), für die Kommission: Die Finanzkommission hat am 2. April 2019 die Botschaft zu den Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2020–2023 behandelt und einen Mitbericht zuhanden der APK erstellt, nachdem auch die zuständige Subkommission diesen am 19. März 2019 diskutiert hatte. Das Eintreten auf die Vorlage war unbestritten, und die Finanzkommission ist sich der grossen Bedeutung des internationalen Genf und der Rolle der Schweiz als Gaststaat sehr bewusst.

Ebenfalls nimmt die Finanzkommission Kenntnis von der wirtschaftlichen Bedeutung, die damit einhergeht. Der Bundesrat führt ja in seiner Botschaft aus, dass Genf 37 internationale Organisationen, 177 Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen sowie mehr als 380 Nichtregierungsorganisationen beherbergt, für die insgesamt mehr als 30 000 Mitarbeitende tätig sind.

Die Finanzkommission diskutierte in erster Linie die Höhe des Zahlungsrahmens, die Massnahmen zur Erhöhung des Aussenschutzes und die Immobilienpolitik. Die Subkommission führte eine Diskussion über das internationale Genf, wobei es Stimmen gab, die auch eine klarere Strategie und Priorisierung forderten. Mit der vorliegenden Botschaft sollen ein Zahlungsrahmen von 103,8 Millionen Franken für die Jahre 2020 bis 2023 sowie ein Zahlungsrahmen von 8 Millionen Franken für die Verbesserung des Aussenschutzes gewährt werden.

Die Massnahmen zur Verbesserung des Aussenschutzes waren unbestritten, und sie werden als wichtig erachtet. Die Massnahmen zum Aussenschutz werden zu zwei Dritteln vom Bund und zu einem Drittel vom Kanton finanziert. Die jeweilige internationale Organisation muss dazu einen konkreten Antrag stellen. Die Finanzkommission unterstützt diesen Kredit einstimmig.

Zum Zahlungsrahmen von 103,8 Millionen Franken lag sowohl in der Subkommission wie auch in der Finanzkommission ein Kürzungsantrag vor, den Sie auch heute als Minderheitsantrag auf der Fahne finden. Begründet wurde dieser mit dem Vergleich der Rechnungen. Die Minderheit argumentiert, es läge ein Anstieg des Kredits vor. Die Mehrheit der Kommission konnte dieser Argumentation nicht folgen, denn der Vergleich des Zahlungsrahmens von 2016 bis 2019 mit dem zu gewährenden Zahlungsrahmen für die neue Periode 2020–2023 zeigt lediglich eine marginale Steigerung um 1,5 Millionen Franken. Die Kommission lehnte diesen Antrag mit 15 zu 8 Stimmen deutlich ab.

Zu Fragen und einer kurzen Diskussion gab auch die neue Stiftung Geneva Science and Diplomacy Anticipator Anlass. Die Finanzkommission hat diese Thematik allerdings nicht vertieft, aber die APK in ihrem Mitbericht gebeten, dies zu tun. Ein Minderheitsantrag der APK liegt hierzu nun vor.

Die Finanzkommission wies in ihrem Mitbericht auch darauf hin, dass eine erfolgreiche Gaststaatspolitik ein gutes Zusammenspiel zwischen Bund, Kantonen – namentlich natürlich dem Kanton Genf – und der Stadt Genf voraussetzt, wobei auch klar ist, dass der Lead beim Bund liegen muss. Der Zahlungsrahmen des Bundes für die Jahre 2020 bis 2023 ist wiederum auf sechs Hauptachsen verteilt. Die Finanzkommission hat in erster Linie auf die Handlungsachse 1, "Stärkung des Gaststaatsdispositivs", und hier insbesondere auf die Unterstützung der Immobilienprojekte fokussiert. Hier stellt die Finanzkommission einen klaren Verbesserungsbedarf fest.

Die Subkommission 2 der Finanzkommission lässt sich zweimal jährlich, nämlich anlässlich der Rechnungs- und der Budgetberatung, über den Stand der Bauprojekte und der Darlehen der Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen (Fipoi) informieren. Die Finanzkommission wünscht aber eine Konsultation vor der Gewährung neuer Darlehen und verbesserte Informationen zum Projektstand. Das hat sie dem Bundesrat bzw. dem Vorsteher des EDA mit einem Schreiben mitgeteilt und die APK darüber informiert. Wir haben mittlerweile eine Zusicherung erhalten, dass die Informationen verbessert werden.

Zusammenfassend möchte ich noch einmal festhalten, dass die Finanzkommission diese Vorlage unterstützt. Den Antrag der Minderheit Keller Peter zu Artikel 1 lehnte die Finanzkommission mit 15 zu 8 Stimmen ab.

Ich bitte Sie namens der Finanzkommission um Eintreten und Annahme der Vorlage.

Markwalder Christa (RL, BE): Die Schweiz spielt als Gaststaat für internationale Organisationen in der welt-



weiten Topliga. Damit wir diese internationale Spitzenrolle behalten können, brauchen wir das internationale Genf als diplomatischen und humanitären Cluster, klare Strategien, finanzielle Ressourcen und eine gute Reputation in der Staatengemeinschaft. Diese Ziele beinhaltet die vorliegende Strategie zur Stärkung der Schweiz als Gaststaat für die Jahre 2020 bis 2023.

Wir befinden uns in der zwar globalisierten, aber auch zunehmend wieder fragmentierten Welt in einem harten internationalen Standortwettbewerb nicht nur um Unternehmen, sondern auch um internationale Organisationen. Das internationale Genf hat seit 150 Jahren Erfahrung in der Beherbergung internationaler Organisationen und kann seine heutige Spitzenposition ausbauen, sofern wir denn auch die nötigen Ressourcen für Infrastruktur, Sicherheit und neue Ideen in Form des Zahlungsrahmens sprechen.

Die FDP-Liberale Fraktion bittet Sie, auf die Vorlage einzutreten, und unterstützt den Zahlungsrahmen von 103,8 Millionen Franken für die nächste Vierjahresperiode sowie den Rahmenkredit von 8 Millionen Franken für Massnahmen zur Erhöhung des Aussenschutzes der internationalen Organisationen gemäss den Anträgen des Bundesrates, der Mehrheit der APK und der Mehrheit der Finanzkommission.

Etwas speziell ist, dass seitens der SP-Fraktion drei in sich widersprüchliche Minderheitsanträge vorliegen, denn zwei davon wollen den Zahlungsrahmen aufstocken, nämlich die Minderheit II (Tornare) um 500 000 Franken für zusätzliche Kommunikationsmassnahmen und die Minderheit III (Friedl) um 2 Millionen Franken für noch zu bestimmende NGO. Gleichzeitig will die Minderheit I (Molina) den Zahlungsrahmen um 3 Millionen Franken kürzen, um damit den Aufbau der Stiftung Geneva Science and Diplomacy Anticipator zu verhindern. Ziel dieser Stiftung soll es sein, vorausblickend Themen aufzugreifen, welche die Schweiz und die Welt in Zukunft beschäftigen werden. Woran denke ich da konkret – und hoffentlich auch ein wenig über festgefahrene Denkschemen hinaus? Wenn Genf zu einem Zentrum der globalen Gouvernanz auch im Bereich Digitalisierung werden soll, brauchen wir primär neue Ideen. Genau solche Themen sollte die Stiftung Gesda identifizieren und adäquate, international taugliche Lösungen vorschlagen, beispielsweise eine Uno-Charta für digitale Menschenrechte. Die Schweiz könnte Vorreiterin sein für eine Ergänzung und Aktualisierung der Uno-Menschenrechtscharta vom 10. Dezember 1948. Damals gab es noch keine Computer, geschweige denn Internet oder Smartphones. Die digitale Welt birgt heute auch neue Herausforderungen für die Schweiz und ihre individuellen Freiheiten. Wir sind konfrontiert mit Cybermobbing, Hate Speech, digitalem Identitätsdiebstahl, Hacking sensibler Daten und unzureichenden Rechtszuständigkeiten sowie fehlenden

AB 2019 N 929 / BO 2019 N 929

Gerichtsständen und damit Rechtsdurchsetzungsmöglichkeiten bei Persönlichkeitsverletzungen im Internet. Eine international verbindliche Vereinbarung via Vereinte Nationen sowie ein internationaler Gerichtshof für digitale Menschenrechte mit Sitz in der Schweiz könnten bei diesen neuen gravierenden Missständen Abhilfe schaffen.

Beispielsweise begleitet uns die künstliche Intelligenz schon heute im Alltag, indem sie unsere Rechtschreibung korrigiert, Eingaben automatisch ergänzt, sich Fahrplanabfragen merkt oder Werbung personalisiert. Künstliche Intelligenz beinhaltet aber auch Risiken, indem sie nicht nur konstruktiv, sondern auch destruktiv eingesetzt wird, zum Beispiel im Kriegsmaterialbereich. Damit künstliche Intelligenz uns das Leben erleichtert und nicht potenziell Leben vernichtet, braucht es Ethik-Chartas für Programmierer sowie internationale Vereinbarungen über die Nonproliferation von destruktiven Algorithmen analog zum existierenden Atomwaffensperrvertrag. Das betrifft beispielsweise die Bekämpfung von Terrorismusfinanzierung und von "illicit financial flows". Als international bedeutender Finanzplatz und als neutraler Staat ist die Schweiz mit ihrem Know-how prädestiniert, auch hier eine führende Rolle zu übernehmen und Best Practices zu entwickeln.

Genau solche Themen sollte die Stiftung Gesda aufgreifen. Die Mitglieder arbeiten ehrenamtlich und bringen wertvolle Erfahrung aus Politik, Wirtschaft und Diplomatie mit. Nur aufgrund von personalpolitischen Entscheidungen ist hier Opposition erwachsen. Es kann doch nicht sein, dass wir die Mittel für eine solche Stiftung nicht sprechen, nur weil einigen ein, zwei der nominierten Köpfe nicht passen. Das wäre völlig unverhältnismässig und würde dem Ziel, die Schweiz als Gaststaat zu stärken, zuwiderlaufen.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten, die Kommissionsmehrheit zu unterstützen und sämtliche Minderheitsanträge sowie den Einzelantrag Egger Mike abzulehnen.

de la Reussille Denis (G, NE): Notre pays accueille sur son territoire des organisations internationales et des conférences internationales depuis plus de 150 ans. Ce rôle d'Etat hôte est fortement ancré dans la tradition de notre pays et, surtout, dans sa politique de bons offices, fort heureusement internationalement reconnue. Notre pays, avec la ville de Genève, est devenu au fil du temps l'un des principaux centres de gouvernance mondiale. Elle est le siège de 37 organisations internationales, de 177 Etats membres de l'Organisation des



Nations Unies et de plus de 300 organisations non gouvernementales. Ce rôle d'Etat hôte renforce notre position en tant qu'Etat membre de ces organisations et permet à notre pays d'avoir un rôle incomparable et internationalement reconnu. Outre son importance primordiale, importance politique évidemment, la présence sur notre territoire de ces nombreux acteurs internationaux apporte aussi des gains économiques significatifs pour l'Arc lémanique et pour l'ensemble de notre pays.

Mes chers collègues, rien n'est définitivement acquis dans ce monde en perpétuelle mutation. Malheureusement, la concurrence entre Etats est particulièrement vive. Outre la tendance à la centralisation de l'ONU autour du siège de New York, d'autres villes sont apparues ces dernières années comme des concurrentes de la Genève internationale: Montréal, La Haye, Bonn. Et d'autres villes se donnent en effet les moyens de développer des infrastructures destinées aux organisations internationales et d'en faire la promotion à travers des organismes spécifiques. Face à cette réalité, le groupe des Verts entre en matière sur l'arrêté fédéral concernant les mesures à mettre en oeuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020 à 2023.

La stratégie développée dans le rapport pour la période 2020–2023 peut se résumer en six axes principaux: renforcer le dispositif d'accueil, développer le réseau de réflexion et de savoir-faire, viser à l'universalité des représentations des Etats, promouvoir les partenariats, améliorer la communication – même si sur cet objet, et cela a été évoqué en commission et par les rapporteurs, les moyens mis à disposition semblent largement insuffisants – et mener une action, évidemment, coordonnée.

Notre groupe partage l'analyse faite pour définir ces axes principaux, mais insiste également sur la coordination et la coopération indispensables avec les autorités du canton de Genève. Le groupe des Verts est par contre beaucoup plus critique concernant la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator, également évoquée. Les 3 millions de francs prévus pour le financement de la fondation mériteraient à nos yeux pour le moins un message spécifique de la part du Conseil fédéral. En effet, à ce jour, la gouvernance de cette fondation est peu claire, et les buts poursuivis mériteraient d'être précisés. Pour résumer, pour le groupe des Verts, la création de cette fondation nous semble à ce jour précipitée. Pour ces différentes raisons, nous soutiendrons la minorité I (Molina).

En conclusion, le groupe des Verts accepte l'arrêté fédéral concernant les mesures à mettre en oeuvre pour renforcer le rôle – nous le soulignons, le rôle essentiel – de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020 à 2023.

Nidegger Yves (V, GE): Je révèle mes liens d'intérêts: je suis Genevois, ce dont je vous prie de bien vouloir m'excuser. Mais il n'y a pas besoin d'être Genevois pour comprendre l'importance de la Genève internationale comme pilier, voire comme levier, de la politique extérieure suisse.

La Genève internationale a été, pendant toute la guerre froide et les vingt ans qui ont suivi, capitale du multilatéralisme mondial. La question est de savoir comment le rester dans un monde où le multilatéralisme a quelques problèmes, avec un retour de super-Etats aux prétentions impériales et une restructuration des rapports de force beaucoup moins mondialisés ou universels qu'ils ne le furent dans le passé.

Le groupe UDC entre en matière sur le projet de crédit.

Là où les avis divergent à l'intérieur du Parlement entre les uns et les autres, c'est sur la question de savoir quelle Genève internationale nous voulons soutenir. Certains souhaitent conserver la Genève internationale de grand-papa et renoncer aux innovations telles que la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator, qui est probablement le projet le plus intelligent, si l'on veut faire perdurer le rôle de Genève demain, dans un monde différent. En effet, il se trouve qu'il y a, à Genève, toute une série d'organisations, de savoirs et de compétences dans des domaines qui resteront multilatéraux, quand bien même le monde multipolaire devrait cesser de l'être dans d'autres domaines.

La proposition de la minorité I (Molina) doit donc être repoussée, tout comme celle de la minorité II (Tornare), qui veut simplement augmenter le budget sans qu'on comprenne pourquoi, et celle de la minorité III (Friedl) qui veut augmenter le montant pour les ONG qui font florès déjà et dont l'utilité n'est pas forcément démontrée, en tout cas l'utilité actuelle. Ce qui nous amène à la proposition Egger Mike qui prévoit précisément de ne pas renouveler la subvention à Foraus, qui est un organe idéologique que l'on subventionne, selon notre collègue, à tort, opinion que je vous demande de bien vouloir partager.

Büchel Roland Rino (V, SG): Wir haben jetzt viel gehört über die Marke Schweiz und über die Gaststaatsrolle der Schweiz. Diese sei eine hervorragende Plattform für die Verbreitung ihrer Botschaften. Genau so ist es. Und genau deshalb erinnere ich Sie an den Titel der Botschaft, der lautet: "Botschaft zu den Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2020–2023". Das ist der Titel der Botschaft des Bundesrates



vom 20. Februar dieses Jahres. "Stärkung der Rolle der Schweiz" trifft zu, und zwar auf den allergrössten Teil der Ausgaben im Umfang von rund 100 Millionen Franken, die wir heute sprechen.

Kommen wir jetzt aber zum Aber und damit zum Antrag Egger Mike. Er stellt fest, dass der Titel der Botschaft für mindestens 800 000 Franken nicht richtig, ja sogar völlig falsch ist.

Die Botschaft ist eine frohe Botschaft für eine Zürcher Denkfabrik mit dem Namen Foraus. Diese hat sich in den letzten Jahren zu einem politischen Abstimmungsvehikel entwickelt. Der Gründer und jahrelange Präsident heisst Nicola Forster, er ist Co-Präsident der Zürcher Grünliberalen, seine

AB 2019 N 930 / BO 2019 N 930

Nachfolgerin hat bei den Grünen verschiedene Stationen durchlaufen. Als Herr Forster im "Tages-Anzeiger" kürzlich über seinen Rücktritt informierte, sagte er klipp und klar, dass Foraus weiterhin sein Baby sei. Foraus wird mit F geschrieben, ich nehme nicht an, dass diesen intellektuellen Jungen ein Orthografiefehler unterlaufen ist, sondern Foraus trägt den Namen Forster im Namen – Foraus mit F.

Die SVP ist ganz klar der Ansicht, dass wir mit den Mitteln für eine Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat nicht in den Dunstkreis von Ego, von Parteien und von Kampagnenfinanzierungen kommen sollten. Ich erinnere daran: Die Gaststaatsrolle der Schweiz sei eine hervorragende Plattform für die Verbreitung ihrer Botschaften. Ja, für die Verbreitung der Botschaften der Schweiz und nicht für die Verbreitung der Botschaften gewisser Leute und ihrer Ideologie.

Darum bitte ich Sie innigst, den Kürzungsantrag Egger Mike anzunehmen und zur Finanzierung von Foraus, die übrigens bereits seit 2015 im Gang ist und auf 200 000 Franken pro Jahr ausgebaut werden soll, Nein zu sagen.

Markwalder Christa (RL, BE): Kollege Büchel, kann es sein, dass Sie Foraus und die Operation Libero miteinander verwechselt haben, und ist Ihnen bekannt, dass Foraus eine Abkürzung von "Forum Aussenpolitik" ist?

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich bin mir ganz sicher, dass ich es nicht verwechselt habe. Ich habe den Zusammenhang hergestellt. Es ist tatsächlich so, Sie wissen es, dass ein Parteiengagement ja nicht verboten ist. Aber ich glaube wirklich nicht, dass wir mit dem Geld, das wir für die Stärkung der Schweiz als Gaststaat einsetzen – guteingesetzte Mittel –, das Risiko eingehen sollten, diesen Thinktank zu unterstützen, der notabene ein Zürcher Vehikel ist. Und dass die Genfer jetzt wirklich die Entwicklungshilfe der Zürcher nötig haben, würde ich persönlich in Zweifel ziehen – obwohl ich ja vom ganz anderen Ende der Schweiz komme, aus meinem kleinen Oberriet.

Molina Fabian (S, ZH): Das internationale Genf ist Teil der Schweizer DNA: Seine Institutionen und Organisationen, seine Geschichte und Verdienste zeichnen die Schweiz aus und stehen für unser Land. Deshalb wird es Sie nicht überraschen, wenn ich Ihnen sage, dass die sozialdemokratische Fraktion für Eintreten auf das Geschäft 19.019, "Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2020–2023. Massnahmen", ist und diesem Bundesbeschluss nach der Detailberatung auch zustimmen wird.

Der Bundesrat schlägt mit der Vorlage Massnahmen zur kontinuierlichen Verbesserung der Rolle der Schweiz als Gaststaat vor. Das begrüssen wir sehr. Die Notwendigkeit von internationaler Gouvernanz und Vernetzung hat angesichts der Krisen unserer Zeit noch zugenommen. Klimawandel, blutige Kriege und bewaffnete Konflikte, soziale und globale Ungleichheit und Handelskonflikte – das sind alles Probleme, die wir nicht alleine, sondern nur multilateral als Staatengemeinschaft zusammen mit der globalen Zivilgesellschaft lösen können. Für die Lösung dieser Probleme braucht es Diskussionsplattformen, die Förderung von Thinktanks und die Unterstützung von internationalen Regierungs- und Nichtregierungsorganisationen. Genau das tut die Schweiz als Gaststaat. Diese wichtige Rolle unseres Landes im Sinne des Verfassungsauftrages zur Förderung von Frieden und Sicherheit auf der Welt muss erhalten und gestärkt werden.

Konkret schlägt der Bundesrat vor, dass die Unterstützung der Durchführung von diplomatischen Treffen zur Krisenbewältigung und die Verbesserung der Rahmenbedingungen für Nichtregierungsorganisationen neu forciert werden. Er unterstreicht auch die Notwendigkeit einer verbesserten Koordination der verschiedenen Akteure. Das alles begrüssen wir.

Neben der Friedensförderung und der wichtigen Unterstützung für Zukunftsinitiativen, wie sie der Bundesrat vorschlägt, steht für die SP-Fraktion insbesondere der Beitrag des internationalen Genf zur Erreichung der Ziele der Uno-Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung sowie des Pariser Klimaabkommens im Zentrum. Hier vermissen wir eine klare Strategie vonseiten des Bundesrates, und wir würden uns wünschen, dass diesen Themen mehr Bedeutung beigemessen würde. Weil das internationale Engagement diskutiert und vermittelt



gehört, sind wir der Meinung, dass mehr in die Kommunikation investiert werden sollte. "Tue Gutes und sprich darüber", sagt der Volksmund, und genau das gilt auch für die Rolle der Schweiz als Gaststaat. Wir müssen es schaffen, die internationale Rolle der Schweiz auch unter neuen kommunikativen Bedingungen erfolgreich zu vermitteln. Ausserdem sind wir der Meinung, dass der Bund mehr für die Förderung kleiner NGO tun kann und soll, welche sich mit grossem Engagement und kostengünstig für die Lösung besonders drängender Probleme einsetzen.

Zudem stehen wir der neu zu schaffenden Stiftung Geneva Science and Diplomacy Anticipator zum jetzigen Zeitpunkt kritisch gegenüber, da zu viele Fragen offen sind. Ich werde das im Anschluss an das Eintreten in der Detailberatung noch begründen.

Ein Wort zum Einzelantrag Egger Mike: Der Thinktank-Hub ist eine Plattform, welche die Vernetzung von Thinktanks und Research-Gruppen im internationalen Genf unterstützt. Inhaltlich haben die Aktivitäten nichts mit Europa zu tun. Der Thinktank Foraus ist parteiunabhängig und nicht im Parteiensystem der Schweiz verortet. Insbesondere leistet der Thinktank-Hub aus unserer Sicht einen wichtigen Beitrag zur Vernetzung und Diskussion im Interesse der internationalen Schweiz. Entsprechend lehnt die SP-Fraktion den Einzelantrag Egger Mike ab.

Im letzten Bundesbeschluss zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat – das wurde ausgeführt – gab es einen Kredit in der Höhe von insgesamt 117 Millionen Franken inklusive Zahlungsrahmen für die Sicherheit. Jetzt sind wir bei 111,8 Millionen Franken. Wir haben hier also bereits eine günstige Lösung; entsprechend lehnen wir die Kürzungsanträge der Kommissionsminderheit ab.

Zusammenfassend unterstützt die SP-Fraktion die drei Minderheitsanträge aus der Aussenpolitischen Kommission und lehnt den Kürzungsantrag der Minderheit der Finanzkommission sowie den Einzelantrag Egger Mike ab.

Bégli Claude (C, VD): Je déclare mes intérêts: bien que vaudois, je fais partie du Cercle diplomatique de Genève.

Notre commission de politique extérieure a approuvé ce projet à l'unanimité. A mon tour de vous dire pourquoi le groupe PDC le soutient lui aussi sans réserve. Le message du Conseil fédéral est convaincant, car il s'agit d'une réflexion qui va au-delà du strict cadre administratif ou immobilier. Il s'attache plutôt à parler du fond de la question, de son contenu. Il met en avant la manière dont la Suisse peut jouer sa carte en tant que pays hôte et exercer une réelle influence en matière de politique étrangère.

L'écosystème de la Suisse en tant que pays hôte, et en particulier de la Genève internationale, ce sont 177 Etats membres de l'ONU, 220 000 délégués par an, dont 4000 chefs d'Etat et de gouvernement, 37 organisations internationales, 380 ONG gravitant autour de ces organisations, avec quelque 30 000 fonctionnaires internationaux. Et plus cet écosystème est large, plus il est intéressant et donc attractif. C'est un cercle vertueux. Si New York est le siège politique des Nations unies, c'est bien à Genève que se concentrent la plupart des agences spécialisées, donc des connaissances spécifiques propres aux questions relatives au développement économique et social, auquel est confronté notre monde. C'est cela qui est intéressant.

Pour essayer d'élaborer des réponses aux grands défis de notre temps, on constate un recoupement croissant entre les enjeux de la diplomatie multilatérale et les avancées de la réflexion scientifique. Les exemples sont nombreux où les organisations internationales chargées de définir des politiques globales, et parfois de les mettre en oeuvre, interagissent avec des "think tanks" capables de proposer une réflexion inédite ou des solutions innovantes. Cela est manifeste dans les domaines de l'humanitaire, de la prévention, de la résolution des conflits, des droits de l'homme, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que d'un grand nombre d'ONG, domaines dans lesquels Genève offre un véritable centre de

AB 2019 N 931 / BO 2019 N 931

compétences. Ce à quoi s'ajoutent les diverses missions de bons offices, de médiation, dans lesquelles la Suisse est engagée en tant qu'Etat neutre, impartial et crédible.

Mais cela est tout aussi vrai dans un grand nombre de domaines techniques, qu'il s'agisse des conditions-cadres du commerce international – Organisation mondiale du commerce –, de la génétique ou du contrôle des pandémies – Organisation mondiale de la Santé –, du réchauffement climatique et de la préservation de l'environnement – Organisation météorologique mondiale –, des grandes questions migratoires – Organisation internationale pour les migrations –, de la protection intellectuelle – Organisation mondiale de la propriété intellectuelle –, ou des nouvelles technologies, Internet des objets et intelligence artificielle – Organisation internationale du travail. Autant de questions auxquelles une partie des réponses passent par une bonne



connaissance des avancées scientifiques. Et cela tombe bien, car de nombreuses organisations non gouvernementales travaillent sur les mêmes questions dans le World Economic Forum, le WWF, l'Union internationale pour la conservation de la nature et d'autres.

A quoi s'ajoute le travail de chercheurs réalisé dans nos écoles polytechniques, universités, instituts, voire HES, qui sont d'un bon niveau et ont souvent développé des solutions originales et intéressantes. D'où l'importance croissante de la diplomatie scientifique, à savoir le croisement entre, d'une part, la compréhension des grands problèmes et, d'autre part, la recherche de solutions s'appuyant à la fois sur un compromis entre nations et la mise en oeuvre des dernières technologies disponibles. Car une approche factuelle et scientifique permet souvent de déminer certains terrains sensibles, de trouver des accords autour de solutions auxquelles personne n'a encore songé.

C'est ce que fait déjà le Département fédéral des affaires étrangères, notamment dans le cadre de sa division coopération globale, qui étudie et met en oeuvre des solutions technologiques innovantes dans le cadre de la Direction du développement et de la coopération, dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'eau, du climat, des migrations. Tel est aussi le cas de l'initiative "Blue Peace" visant à assurer le développement transnational intégré de bassins fluviaux.

A quoi s'ajoute la mise sur pied de plateformes de gouvernance mondiale, comme cela pourrait être le cas de la régulation internationale d'Internet. Telle est notamment la mission de la Geneva Internet Platform. Pour être efficace, tout cela implique une approche factuelle, ce qui est le propre de toute démarche scientifique non idéologique et sans préjugés. De même, il faut une approche à la fois minutieuse et analytique maîtrisant bien les détails, mais aussi avec une certaine hauteur de vue systémique et décloisonnée, car il faut que les solutions trouvées soient reproductibles et adaptables à des contextes différents.

Cette connexion, cette connaissance pointue est à aller chercher là où elle se trouve, parfois au niveau politique ou dans les rangs des fonctionnaires du secteur public, mais aussi parmi les chercheurs et professeurs du secteur académique, ainsi que parmi les cadres du secteur privé. C'est de la convergence de toutes ces forces que viendra le meilleur résultat. Aucun tabou idéologique ne devrait avoir cours à ce niveau-là. Ce sont avant tout les talents qui comptent, la force, l'originalité des propositions faites. C'est ainsi qu'on peut appuyer l'initiative proprement suisse, celle de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator, réunissant des personnes particulièrement compétentes pour analyser les thèmes émergents, puis trier, mettre en valeur et proposer aux organisations internationales des solutions, outils, méthodes, processus ou projets de régulation, afin d'aider celles-ci à remplir leur mandat de coordination globale.

Voilà qui permettra à notre pays de faire entendre sa voix et de jouer un certain rôle dans la cour des grands, car, malgré sa petite taille, il a souvent des choses intéressantes à dire et qui méritent d'être entendues. Le groupe PDC soutient sans restriction le projet du Conseil fédéral.

Cassis Ignazio, consigliere federale: La Ginevra internazionale è uno strumento importante della nostra politica estera.

Das internationale Genf gibt uns vereinfachten Zugang zu den internationalen Organisationen und bietet unserem Land eine hervorragende Plattform zur Verbreitung unserer Werte und Botschaften. Zudem erhält die Schweiz so eine erhöhte internationale Visibilität, was uns wiederum stärkt.

Was ist aber das internationale Genf? Hier einige Zahlen: 37 internationale Organisationen – von insgesamt deren 43 in der Schweiz – mit über 20 000 Angestellten; 179 Staaten haben eine ständige Vertretung im internationalen Genf, mit rund 4000 Angestellten; 400 NGO mit 2700 Angestellten; über 3300 Sitzungen jährlich mit über 220 000 Delegierten; Besuche von 4400 Staatschefs, Ministern und hohen Funktionsträgern; 11,3 Prozent des Bruttoinlandsproduktes des Kantons Genf, was 1 Prozent des Schweizer BIP entspricht; rund 30 000 indirekte Arbeitsplätze sind mit dem internationalen Genf verbunden. Die Schweiz bezahlt knapp über 1 Prozent des Uno-Budgets; gleichzeitig werden etwa 4 Prozent des gesamten Uno-Budgets in der Schweiz ausgegeben.

Der Bundesrat will die Rolle der Schweiz als Gaststaat internationaler Organisationen und als Zentrum für globale Gouvernanz festigen und nach Möglichkeit ausbauen. Die Botschaft, welche wir heute beraten, ist die Strategie des Bundesrates, um die Attraktivität und die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz als Gaststaat zu stärken. Die konkreten Immobilienprojekte sind hingegen nicht Bestandteil dieser Botschaft. Falls sich neue Immobilienprojekte konkretisieren, bekommen Sie vom Bundesrat eine entsprechende Botschaft.

Nun zur Strategie, die entlang von fünf Handlungsachsen definiert wurde:

Die erste Handlungsachse steht für die Verstärkung des Gaststaatsdispositivs. Hierfür sind aus dem Zahlungsrahmen 72,9 Millionen Franken vorgesehen, also rund 70 Prozent der Mittel. Folgende Massnahmen werden in dieser Achse damit finanziert: Unterstützung von internationalen Konferenzen und Friedensverhandlungen



mit etwa 14 Millionen Franken; Neuansiedlung von internationalen Organisationen sowie Beiträge an das Internationale Rotkreuz- und Rothalbmondmuseum und an die Brigade de sécurité diplomatique der Kantonspolizei Genf mit etwa 26 Millionen Franken.

Wir kommen zur zweiten Handlungsachse. Sie betrifft den Know-how-Ausbau und die Vernetzung der Akteure. Rund 20 Prozent der Mittel, insgesamt etwa 25 Millionen Franken, sind hier vorgesehen. Zwischen 2013 und 2019 wurden 17 Plattformen geschaffen, um das Genfer Know-how zu Themen wie Internetgouvernanz, globale Gesundheit oder internationale Wasserfragen zu stärken und den Austausch unter den internationalen Akteuren zu fördern. Ein Teil davon, 4 Millionen Franken, ist für die Bearbeitung neuer Themen vorgesehen, die sich aus der technologischen Entwicklung für die internationale Gouvernanz ergeben. Die Wirksamkeit der Plattformen wird vom Bund und von den anderen Geldgebern jährlich überprüft.

Die dritte Handlungsachse betrifft die Universalisierung des internationalen Genf. Unter diesem Titel versuchen Bund und Kanton Genf, mehrere Staaten zur Eröffnung einer Vertretung in Genf zu bewegen. Denn häufig hören wir, dass eine Konferenz oder ein diplomatischer Prozess in New York stattfinden soll, weil dort alle 193 Mitgliedsländer der Uno mit einer Mission vertreten sind. In Genf haben derzeit 179 Staaten eine diplomatische Niederlassung; seit 2013 haben sich sieben neue Länder angesiedelt, was auch als Erfolg der zurzeit laufenden Strategie zu sehen ist. Was bieten wir diesen Staaten an? Unter anderem Mietsubventionen und die Möglichkeit zur Doppelakkreditierung bei der Uno und beim Bundesrat. Die Subvention ist, abgesehen von den Mitteln des Büros, auf zwei Jahre befristet.

Wir kommen zur vierten Handlungsachse. Sie steht für die Förderung von Partnerschaften und ein koordiniertes Vorgehen. Hier geht es um die Stärkung der Zusammenarbeit mit den Gastkantonen. Im Vordergrund stehen Genf, Waadt, Bern und Basel-Stadt. Aber das internationale Genf entwickelt sich immer mehr zur internationalen Schweiz. Dazu kommen die Kontakte mit den Nachbarländern, speziell mit Frankreich, die ein grosser Fürsprecher für das

AB 2019 N 932 / BO 2019 N 932

internationale Genf sind. Das Cern liegt beispielsweise mehrheitlich auf französischem Boden.

Die fünfte und letzte Handlungsachse steht für die Verbesserung der Kommunikation. Der Beitrag des internationalen Genf zur Analyse und Lösung globaler Probleme muss dargelegt und kommuniziert werden – international wie auch national. Wir wollen auch in der Schweiz zeigen, dass die schweizerische Gaststaatspolitik nicht nur Kosten verursacht, sondern für das Ansehen der Schweiz wichtig ist. Das liegt im Interesse der Schweizer Bevölkerung.

Avant de conclure, je souhaite aborder un point qui me tient à coeur. Ce point concerne les défis liés à l'apparition de nouvelles technologies, telles que notamment l'intelligence artificielle, l'édition du génome humain, le traitement de données – "big data" – ou encore la numérisation du travail, pour n'en citer que quelques-uns. Il s'agit évidemment de grandes chances, mais qui amènent aussi des risques. Comment exploiter au mieux les chances pour améliorer la vie de l'homme et réduire au maximum les risques? Pour répondre à cette question, il faut une approche intégrée entre science, diplomatie et démocratie, entre le gouvernement et les organisations privées, qui permette de se concentrer sur les bonnes questions.

Depuis une quinzaine d'années, le concept science-diplomatie s'est consolidé et a été progressivement précisé, par exemple en février dernier avec la Madrid Declaration on Science Diplomacy. Ces questions sont posées à un rythme toujours plus serré sur le plan international. Les initiatives se multiplient, tant sur le plan public que privé. Les villes et les Etats, même en dehors du continent européen, investissent de plus en plus dans ces domaines et se lancent dans une concurrence accrue pour héberger les organisations leaders dans ces thèmes de demain. Ils veulent ainsi bénéficier du prestige international qui en découle.

La diplomatie évolue et la Genève internationale doit se positionner dans ces nouveaux thèmes si elle veut garder son rôle de centre de diplomatie et de gouvernance mondiale. Toute la Suisse se doit d'agir, de le faire rapidement et de manière conséquente, sinon d'autres centres se développeront ailleurs, aux dépens de Genève. Sans innovation, le prestige de la Genève et de la Suisse internationales diminuera inéluctablement. L'innovation, aujourd'hui, passe par la capacité d'anticiper les défis de demain grâce à une coopération qui intègre science, technologie, diplomatie et démocratie.

Pour ce faire, la Suisse a défini le deuxième axe d'activité dont je vous ai parlé avant. Les 17 plateformes de discussion vont évoluer et focaliser l'attention sur ces défis. En parallèle, à sa séance du 20 février 2019, le Conseil fédéral a approuvé avec le canton et la Ville de Genève la création d'une organisation qui est appelée à jouer un rôle catalyseur dans ce processus. C'est la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator. Avec cette start-up, le Conseil fédéral veut se donner la chance d'innover et de renforcer la Genève internationale. Le conseil de fondation est en train d'être mis sur pied par le président Peter Brabeck, le vice-



président Patrick Aebischer, le représentant de la Confédération Matthias Egger et la représentante du canton et de la ville de Genève, Micheline Calmy-Rey, ancienne conseillère fédérale.

Les moyens financiers demandés se montent à 111,8 millions de francs pour quatre ans, de 2020 à 2023. Vous l'avez entendu, ce crédit se compose de deux parties, d'un plafond des dépenses de 103,8 millions de francs pour la mise en oeuvre de la stratégie, montant qui est égal à la planification budgétaire 2020–2023, et d'un crédit-cadre de 8 millions de francs pour les mesures de sécurité périphérique des organisations internationales. Nous sommes dans le même ordre de grandeur que le message 2016–2019. Le Conseil fédéral estime que ces moyens financiers sont à même d'atteindre le but fixé.

Il Consiglio federale è convinto dell'importanza strategica per la Svizzera di rafforzare la politica di Stato ospite e vi raccomanda perciò di accogliere la proposta della maggioranza della vostra commissione e di rifiutare tutte le proposte di minoranza.

Hausammann Markus (V, TG): Sehr geehrter Herr Bundesrat, Sie fassen Ihre Botschaft mit dem einleitenden Satz zusammen: "Im Vergleich zur vorhergehenden Periode haben sich die Herausforderungen also nicht grundlegend verändert." Können Sie mir – ich bin Finanzpolitiker, nicht Aussenpolitiker – sagen, warum Sie dennoch mit der Botschaft 14,8 Millionen Franken oder 15 Prozent mehr einstellen, als in der vorangehenden Periode ausgegeben wird?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Gerne, Herr Nationalrat Hausammann. Es ist so: In der jetzt laufenden Periode haben wir Gelder drin, die für die Ansiedlung von neuen Organisationen geplant waren und die nicht ausgegeben werden, weil diese Ansiedlung nicht stattgefunden hat. Das erklärt, warum wir jetzt mit dem Kredit zurückgehen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über die Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2020–2023 **Arrêté fédéral concernant les mesures à mettre en oeuvre pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte pour la période 2020–2023**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der FK-NR/APK-NR
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la CdF-CN/CPE-CN
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Mehrheit FK-NR/APK-NR
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit FK-NR

(Keller Peter, Frehner, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)
... ein Zahlungsrahmen von 92 Millionen ...

Antrag der Minderheit I APK-NR

(Molina, de la Reussille, Friedl, Naef, Nussbaumer, Tornare)
... ein Zahlungsrahmen von 100,8 Millionen ...



Antrag der Minderheit II APK-NR

(Tornare, Arslan, de la Reussille, Friedl, Molina, Naef, Nussbaumer, Sommaruga Carlo)
... ein Zahlungsrahmen von 104,3 Millionen ...

Antrag der Minderheit III APK-NR

(Friedl, Arslan, de la Reussille, Molina, Naef, Nussbaumer, Sommaruga Carlo)
... ein Zahlungsrahmen von 105,8 Millionen ...

Antrag Egger Mike

... ein Zahlungsrahmen von 91,2 Millionen ...

Schriftliche Begründung

Der Bundesrat will seine Politik zur Sicherung und zum Ausbau der Position der Schweiz als Gaststaat internationaler Organisationen und wichtigstes Zentrum für globale Gouvernanz mit dieser Vorlage fortsetzen. Zu diesem Zweck möchte der Bundesrat in dieser Vorlage mehrere Projekte mit finanziellen Mitteln fördern. Basierend auf der Minderheit Keller Peter, welche den vom Bundesrat vorgeschlagenen Zahlungsrahmen für die Jahre 2020–2023 um 11,8 Millionen Franken auf 92 Millionen Franken reduzieren will, verlangt der Einzelantrag eine zusätzliche Kürzung dieses Zahlungsrahmens um 800 000 Franken, aus folgendem Grund: Bei genauerem

AB 2019 N 933 / BO 2019 N 933

Aktenstudium fällt die Förderung des sogenannten Thinktanks Foraus besonders auf. Im Jahr 2015 ging das EDA mit dem Schweizer Thinktank Foraus (Foreign Policy Forum) eine Partnerschaft zur Schaffung eines Thinktank-Hubs ein, dessen Ziel es einerseits ist, die Büros zu bewirtschaften, welche schweizerischen und internationalen Thinktanks für einen begrenzten Zeitraum kostenlos zur Verfügung gestellt werden, um diese zu ermutigen, in Genf diskutierte Themen aufzugreifen, und andererseits verschiedene Sensibilisierungs- und Diskussionsveranstaltungen zu organisieren. Nicola Forster war über zehn Jahre Präsident von Foraus. Kürzlich trat er als Präsident zurück, stellte aber in der "NZZ" klar, dass er sich auch in Zukunft für Foraus engagieren wird. Neu ist er Co-Präsident der GLP Zürich. Forster setzt sich politisch als Mitglied der GLP aktiv für einen proeuropäischen Kurs sowie für die Unterzeichnung des Rahmenvertrags ein. Daher stellt sich die Frage, ob der Bund mit einem finanziellen Beitrag an Foraus nicht indirekte Parteienfinanzierung respektive eine indirekte Finanzierung zugunsten einer proeuropäischen Politik betreibt. Zusammenfassend verlangt dieser Antrag, den geplanten Beitrag von 800 000 Franken an Foraus zu streichen, da hier der Verdacht auf Interessenkonflikt vorliegt. Als Basis werden die 92 Millionen Franken der Minderheit Keller Peter genommen und diese um zusätzliche 800 000 Franken gekürzt, welche für Foraus für die besagte Vierjahresperiode vorgesehen sind. Deshalb wird ein neuer Zahlungsrahmen von gesamthaft 91,2 Millionen Franken vorgeschlagen.

Art. 1

Proposition de la majorité CdF-CN/CPE-CN

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité CdF-CN

(Keller Peter, Frehner, Grüter, Hausammann, Müller Thomas, Nicolet, Schwander, Sollberger)
... d'un montant de 92 millions ...

Proposition de la minorité I CPE-CN

(Molina, de la Reussille, Friedl, Naef, Nussbaumer, Tornare)
... d'un montant de 100,8 millions ...

Proposition de la minorité II CPE-CN

(Tornare, Arslan, de la Reussille, Friedl, Molina, Naef, Nussbaumer, Sommaruga Carlo)
... d'un montant de 104,3 millions ...

Proposition de la minorité III CPE-CN

(Friedl, Arslan, de la Reussille, Molina, Naef, Nussbaumer, Sommaruga Carlo)
... d'un montant de 105,8 millions ...



Proposition Egger Mike

... d'un montant de 91,2 millions ...

Molina Fabian (S, ZH): Als Teil der Botschaft zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat schlägt der Bundesrat die Gründung einer Stiftung vor, deren Auftrag bestenfalls als vage bezeichnet werden muss, deren Nutzen für die Schweiz unklar ist und bei der der Bundesrat kommunikativ eine äusserst unglückliche Hand bewiesen hat.

Mit der Stiftung Geneva Science and Diplomacy Anticipator will der Bundesrat nach eigenen Angaben über Zukunftsthemen forschen lassen. Dagegen ist an sich nichts einzuwenden. Das Problem ist nur, dass die Geschichte dieser Stiftung mehr Fragen aufwirft, als sie beantwortet. Die Idee stammt noch aus der Zeit von alt Bundesrat Burkhalter, FDP: Er entwickelte diese Idee mit dem Genfer Regierungsrat Maudet, FDP. Er beauftragte alt Nationalrat Pelli, FDP, mit der Ausarbeitung der Stiftungs-idee. Danach lehnte der Bundesrat die Stiftung in einer ersten Runde ab, weil der Nutzen unklar schien.

Aussenminister Cassis macht nun einen neuen Anlauf: Er setzt als Präsidenten der Stiftung zwei ehemalige oder aktuelle Kader von Nestlé, einem international tätigen Konzern, ein. Herr Brabeck und Herr Aebischer sind beide ebenfalls sehr FDP-nahe. Ob Herr Brabeck eine "international anerkannte und erfahrene Persönlichkeit im Bereich gute Unternehmensführung" ist, wie ihn der Bundesrat nennt, darf zumindest bezweifelt werden.

Diesen FDP-Filz könnte man noch verzeihen, wenn wenigstens die Idee gut wäre: Schliesslich hatte die FDP in der Geschichte der Schweiz einige sehr gute Ideen. Aber diese Idee gehört offensichtlich nicht dazu, denn in der sehr guten und detaillierten Botschaft zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat wird die Stiftung in bloss zwei Sätzen erwähnt. Zusatzinformationen erteilte der Bundesrat nur sehr widerwillig, und sie waren dürftig. An der Pressekonferenz des Bundesrates fielen die Begriffe "Sustainable Development Goals" bzw. "Uno-Nachhaltigkeitsagenda" kein einziges Mal. Erst auf öffentlichen Druck hin informierte der Bundesrat über die Prozesse zur Gründung der Stiftung. Nur über Umwege erfährt man, dass die Stiftung ausser dem Namen wenig bis gar nichts mit Genf zu tun hat, weder personell noch organisatorisch. Dies alles bestärkt in uns den Eindruck, dass es hier um ein Prestigeprojekt für ein paar wenige Politiker und Manager mit goldenen Krawattenknöpfen geht. Und es geht darum, die Welt nach Profitmöglichkeiten für die Privatwirtschaft zu erforschen. Das ist legitim, aber es muss nicht mit Steuergeld finanziert werden.

Nur noch ein Wort zu Kollegin Markwalder, die leider nicht im Raum ist – ah doch, hier ist sie, hallo! Selbstverständlich setzt sich die Schweiz für Zukunftsthemen im Bereich der Digitalisierung ein. Sie hat das unlängst getan mit der Unterstützung der Uno-Resolution 73/266, sie hat auch in der entsprechenden Arbeitsgruppe mitgearbeitet. Aber als Depositarstaat der Genfer Konvention setzt sie sich für eine Stärkung des Völkerrechts ein und nicht für eine Verwässerung, so, wie es der Microsoft-CEO gefordert hat. In diesem Rahmen sollte man das auch abhandeln, im Rahmen der Uno.

Vielleicht täuschen wir uns komplett. Vielleicht ist diese Stiftung eine sehr gute Idee, und der Bundesrat verfolgt ein ganz anderes Ziel im Sinne von Artikel 54 der Bundesverfassung. Genau deshalb fordere ich den Bundesrat auf – ich habe das auch in der Kommission getan –, eine separate Botschaft ins Parlament zu bringen, sodass das Parlament transparent und in Kenntnis aller Fakten entscheiden kann: Nicht mehr und nicht weniger fordere ich mit meiner Minderheit.

Deshalb bitte ich Sie, die Minderheit zu unterstützen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Nationalrat Molina, Sie unterstellen parteipolitische Interessenbindungen. Ich frage Sie: Warum sagen Sie nicht, dass Sie eine Swissaid-Interessenbindung haben? Bei Swissaid sind Sie im Stiftungsrat. Elf Stiftungsräte sind reine Linkspolitiker. Im Weiteren schreiben Sie auf der Swissaid-Homepage, Swissaid würde das besser machen als die Gesda-Stiftung, und Sie machen auf der Swissaid-Homepage sogar noch Werbung für die Konzernverantwortungs-Initiative. Herr Molina, ich will von Ihnen wissen: Wie viel Geld in Franken und Rappen kriegt Swissaid vom Staat, vom Bund? Machen Sie das, was Sie hier anderen vorwerfen, transparent! Dazu wären Sie reglementarisch verpflichtet.

Molina Fabian (S, ZH): Vielen Dank für Ihre Frage, geschätzter Herr Kollege Portmann. Wir sprechen hier über das Geschäft zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat. Swissaid erhält keinen einzigen Rappen im Rahmen dieses Bundesbeschlusses. Entsprechend gibt es auch keine Interessenbindungen offenzulegen. Über die Beiträge des Bundes und deren Verwendungen für Swissaid können Sie sich im Jahresbericht auf der Website transparent informieren.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Kollege Molina, auf der Website von Swissaid wird ausgewiesen, dass sie 35 Prozent der finanziellen Mittel von der Deza erhält. Können Sie diesen Betrag bitte hier in Franken nennen?



Molina Fabian (S, ZH): Ich habe die Zahl nicht präsent, aber auch diese Zahl können Sie, wenn Sie einmal auf der Website sind, dort in Franken und Rappen nachschauen.

AB 2019 N 934 / BO 2019 N 934

Arslan Sibel (G, BS): Ich darf Ihnen den Antrag der Minderheit II (Tornare) vorstellen. Mit diesem Antrag soll bei den Kommunikationsmitteln des internationalen Genf der bereitgestellte Beitrag um 500 000 Franken erhöht werden. Mit dieser Erhöhung wäre der Beitrag gleich hoch wie in den letzten vier Jahren und würde somit knapp 900 000 Franken für vier Jahre betragen. Aktuell sind es lediglich 400 000 Franken für vier Jahre. Wir hören immer wieder, dass es spezifische Mittel für spezifische Kommunikationsmassnahmen gebe. Wie diese aber aussehen oder was eben auch gerade dort reingesteckt wird, wissen wir nicht genau. Was wir aber klar wissen, ist, dass sich die internationale Situation rasch ändert. Um die gute und wertvolle Arbeit, die die Schweiz als Gastland leistet, auch nach aussen zu tragen, sind genügend Kommunikationsmittel notwendig. Denn immer wieder bemängeln wir ja auch, dass die Tätigkeiten nicht genügend ersichtlich sind. Wir haben es auch gehört: "Tue Gutes und rede darüber!" Mit der Erhöhung der Kommunikationsmittel hätten wir die Möglichkeit, die Tätigkeiten im internationalen Genf mit genügenden Mitteln erfolgreich zu vermitteln. Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit II (Tornare) zuzustimmen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Frau Arslan, auch Sie sind, glaube ich, als Nationalrätin im Stiftungsrat von Swissaid vertreten – alles Linkspolitikerinnen und Linkspolitiker! Die Deza gibt diesen Betrag tatsächlich aus diesem Bereich; die Antwort von Herrn Molina war nicht korrekt. Jetzt will ich von Ihnen wissen: Wie viele Franken erhalten Sie? Sie haben hier Interessenbindungen!

Arslan Sibel (G, BS): Ich verstehe die Wut, die Sie haben, nicht ganz genau. Stellen Sie doch Fragen zu diesem Geschäft, dann beantworten wir sie gerne. Aber für die Beratung dieses Geschäftes ist es nicht notwendig, Ihre Frage zu beantworten.

Friedl Claudia (S, SG): Ich spreche für die Minderheit III, welche eine Erhöhung des Zahlungsrahmens um 2 Millionen auf 105,8 Millionen Franken zugunsten der kleinen NGO im internationalen Genf vorschlägt.

Es ist unbestritten und wurde bereits von den Kommissions- und Fraktionssprecherinnen und -sprechern erwähnt: Das internationale Genf bietet eine einzigartige Konzentration von internationalen Einrichtungen. Wir haben es heute schon ein paarmal gehört. Wir haben 43 offizielle internationale Organisationen, wir haben zahlreiche Uno-Organisationen, 178 Staatenvertretungen, fast 400 NGO, Institute der Hochschulen und des Privatsektors – und alle arbeiten sie an diesem internationalen Genève. Aus diesen Organisationen heraus haben sich 17 Plattformen ergeben. Ich nehme nur einige davon, denn sie zeigen eben auch, wo die Schweiz stark ist: Es sind die Internetgouvernanz, die globale Gesundheit, der Kampf gegen Verbrechen, die Bereiche Wasser, Umwelt, Gender, Menschenrechte, humanitäre Hilfe, Wissenschaft und Technologie und viele andere. Es ist eine unglaubliche Fülle an Themen und ein wichtiger Beitrag zur Umsetzung der Agenda 2030. Ein solches Netz baut man nicht rasch und einfach so auf, dazu braucht es Jahre. Und dabei hat der Bund in den letzten Jahren mitgeholfen. Heute unterstützt er vor allem diese Plattformen und die grossen internationalen Organisationen. Das ist gut und wird mit dieser Vorlage auch fortgesetzt.

Neben den grossen Organisationen spielt aber die Zivilgesellschaft eine immer wichtigere Rolle, gerade wenn es um die Erreichung der Nachhaltigkeitsziele der Agenda 2030 geht. Genf kann dafür eine sehr bedeutende Stellung einnehmen, denn in Genf sind auch viele kleinere, nationale und internationale NGO angesiedelt. Für die kleineren Organisationen der Zivilgesellschaft wird es ohne Unterstützung jedoch immer schwieriger, sich halten und auch einbringen zu können. Sie brauchen einen Zugang auch zu diesen grossen Plattformen, sie brauchen dort eine Unterstützung.

Und genau hier setzt nun mein Minderheitsantrag an: Der Bund soll auch mithelfen, dass diese kleinen NGO der Zivilgesellschaft sich vernetzen können, Allianzen bilden können und Zugang zu den Plattformen haben. Mit diesen kleinen NGO haben wir auch ein riesiges Wissen, vor allem auch aus den Ländern des Südens. Es ist ein enormes Reservoir an Wissen und Erfahrung, das eben von der Basis kommt, aus der Bevölkerung – es ist nicht elitär –, und zwar in den verschiedensten Bereichen. Auch hier deckt man natürlich ein grosses Feld ab: Menschenrechte, Frauenrechte, LGBT, Umwelt, Landwirtschaft, Ernährung, Friedensförderung. Der Bund kann das fördern, und das ist der Antrag. Damit fördert der Bund auch ein riesiges Potenzial an Leuten, von Frauen und Männern, die morgen vielleicht das Personal in internationalen Organisationen bilden und damit eng mit der Schweiz verbunden sein werden.

Kurz gesagt: Mit einem Betrag von 2 Millionen Franken für die nächsten vier Jahre erhalten wir eine zusätz-



liche Stärkung des internationalen Genf und ein wichtiges Alleinstellungsmerkmal. Das wirkt sich positiv auf die ganze Schweiz aus. Ich kann Ihnen sagen: Auch in St. Gallen anerkennt man die Einzigartigkeit dieser Internationalität und dieses Facettenreichtums.

Ich empfehle deshalb: Stimmen Sie der Minderheit III und damit der Erhöhung des Betrages für die NGO zu.

Egger Mike (V, SG): Geschätzte Kollegin Friedl, können Sie noch Ihre Interessenbindung offenlegen?

Friedl Claudia (S, SG): Klar, ich bin Mitglied des Stiftungsrates von Swissaid. Ich bekomme dort pro Sitzung, die einen Tag dauert, 200 Franken.

Reimann Maximilian (V, AG): Frau Kollegin Friedl, wie erklären Sie schweizerischen Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern, dass sie kleine, zumeist ausländisch beherrschte NGO, die in Genf vorwiegend lobbyistischen Tätigkeiten nachgehen, mit ihren Geldern unterstützen sollen?

Friedl Claudia (S, SG): Danke für diese Frage, Herr Reimann. Es geht hier wirklich um Organisationen, die die Zivilgesellschaft vertreten. Es ist sehr wichtig, dass sich die Zivilgesellschaft bzw. Vertreter der Zivilgesellschaft aus verschiedensten Ländern an einem Ort ausdrücken können, wo mit den internationalen Organisationen, mit den grossen Organisationen auch eine Kraft da ist, sodass das aufgenommen und sinnvoll weiterentwickelt werden kann. Ich glaube, da können wir einen riesigen Beitrag zur Erreichung der Ziele der Agenda 2030 leisten.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Friedl, ich betrachte mich durchaus als ein von der Zivilgesellschaft gewähltes Mitglied; sie hat mich gewählt, um sie zu repräsentieren. Wie definieren denn Sie Zivilgesellschaft? Wer kann sich herausnehmen, diese Leute zu vertreten?

Friedl Claudia (S, SG): Ja, klar, das ist ein breites Feld. Die Zivilgesellschaft, das sind alle Leute. Von daher ist es wichtig, dass auch Organisationen vertreten sind, die wirklich kleinere Gruppen vertreten. Denn jemand, der in einer solchen Organisation arbeitet und aus einer Hochschule kommt, hat eine ganz andere Erfahrung als jemand, der wirklich vom Feld kommt, von einem Spital oder woher auch immer.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Frau Friedl, ich stehe selber einer gemeinnützigen Organisation vor, die auf Spenden angewiesen ist. Wir haben die Statistiken gemacht. Was glauben Sie, was betragsmässig die Mehrheit der Spenden betrifft: Kommen die jetzt eher von bürgerlichen Leistungsträgern, aus dem Mittelstand, oder eher aus den linken Kreisen? – Wenn Sie schon von Zivilgesellschaft sprechen, die Sie hier zu vertreten glauben.

Friedl Claudia (S, SG): Ich zähle mich ganz klar zur Leistungsgesellschaft, auch wenn ich links bin, sorry. Ich weiss nicht, wo Sie den Bruch machen zwischen links und Leistung; das kann ich mir nicht erklären. Ich habe Ihre Frage anscheinend nicht verstanden.

AB 2019 N 935 / BO 2019 N 935

Keller Peter (V, NW): Um es vorwegzunehmen: Ich bin nicht Mitglied des Stiftungsrates von Swissaid.

Als Finanzkommission haben wir primär die Aufgabe, die finanzpolitischen Dimensionen eines Geschäftes zu beurteilen. Selbstverständlich lassen sich die reinen Budgetzahlen und Zahlungsrahmen jedoch nicht gänzlich vom Inhalt einer Botschaft trennen. Das ist auch beim vorliegenden Bundesbeschluss über die Massnahmen zur Stärkung der Rolle der Schweiz als Gaststaat 2020–2023 der Fall.

Das schöne Wort "Gaststaatspolitik" wird offensichtlich als Ansiedlungspolitik um jeden Preis missverstanden. Es ist ja nett, wenn sich die Fidschi-Inseln auch noch in Genf niederlassen und dafür mit öffentlichen Mitteln unterstützt werden. Aber wo werden hier die Grenzen gezogen? Welche Organisationen sind wirklich wichtig, wo liegen die Schwerpunkte des internationalen Genf? Wir sind der Meinung, dass die massive Erhöhung der Mittel von 97 Millionen Franken auf 111,8 Millionen Franken nicht ausreichend begründet wurde, zumal dieser Anstieg weit über dem durchschnittlichen Ausgabenwachstum des Bundes, das bei 3 Prozent liegt, zu stehen gekommen ist. Das internationale Genf hat unbestritten eine auch für die Schweiz wichtige Aufgabe und Ausstrahlung. Dieses Wohlwollen wird allerdings strapaziert, und zwar durch ein ungezügelter Aufgabenwachstum, das in entsprechend ungezügelter Ausgabenwachstum mündet. Meine Vorrednerin Friedl hat von einer unglaublichen Fülle von Themen gesprochen. Wir könnten auch sagen, wir haben ein Sammelsurium von Organisationen, Plattformen, Zentren, Konferenzen, NGO und staatlichen Vertretungen. Zu diesem Sam-



melsurium von Aktivitäten gesellt sich ein kaum mehr durchschaubares Gewirr von Finanzflüssen der Stadt und des Kantons Genf, von verschiedenen Departementen und Ämtern.

Bevor nicht eine klare Fokussierung des internationalen Genf zu erkennen ist und bevor die Finanzflüsse nicht transparent nachvollziehbar sind, möchte unsere Minderheit keine zusätzlichen Mittel gegenüber der vorangegangenen Botschaft sprechen. Wir bitten Sie deshalb, den Zahlungsrahmen für die kommenden Jahre auf 92 Millionen Franken zu beschränken. Ausdrücklich davon ausgenommen sind die unter Artikel 2 beschriebenen Massnahmen zur Erhöhung des Aussenschutzes der internationalen Organisationen. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Cassis Ignazio, consigliere federale: Passerò in rassegna le quattro proposte di minoranza evidenziate sul dépliant nonché la proposta individuale Egger Mike.

Je commence par la minorité Keller Peter, qui demande une réduction du plafond de dépenses à 92 millions de francs. Dans son projet d'arrêté fédéral, le Conseil fédéral propose un plafond de dépenses de 103,8 millions de francs, ce qui équivaut à la planification budgétaire pour les années correspondantes. Il n'y a donc aucune augmentation, je le répète, aucune augmentation du plafond de dépenses prévue pour la prochaine période. Aux yeux du Conseil fédéral, une réduction du plafond de dépenses mettrait en danger la Genève internationale dans un contexte de concurrence accrue et de plus en plus dure.

La minorité I (Molina) veut une réduction du plafond de dépenses de 3 millions de francs visant la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator (GESDA), créée par le Conseil fédéral. Le DFAE a été autorisé à contribuer à la phase pilote de cette fondation avec un montant de 3 millions de francs répartis sur trois ans. La ville et le canton de Genève participeront ensemble à hauteur de 200 000 francs par an pendant trois ans. Comme je vous l'ai déjà dit, la fondation GESDA est une start-up qui sera évaluée en cours de route et qui devra fournir des résultats d'ici deux ans et demi. Sa durée de vie étant limitée à trois ans, une décision explicite sera nécessaire pour la reconduire.

En ce qui concerne la critique selon laquelle le message ne contient pas d'informations spécifiques à ce sujet, je vous rappelle que le Conseil fédéral a validé le message lors de la même séance où il a décidé de la création de cette fondation. Il était donc matériellement impossible de traiter la question de la GESDA dans le message, puisque cette décision n'avait pas encore été prise au moment de sa rédaction.

Le montant en question sert à assurer la compétitivité de la Genève internationale en tant que centre de gouvernance mondiale sur les thèmes émergents liés aux nouvelles technologies. Il est important de s'engager de manière décidée sur ces nouveaux thèmes, car la Genève internationale fait face à une âpre concurrence de la part de villes telles que La Haye ou Paris, qui veulent aussi se profiler dans ce domaine.

La minorité II (Tornare) souhaite porter le plafond de dépenses à 104,3 millions de francs, soit une augmentation de plus de 500 000 francs au titre de la communication. Le Conseil fédéral estime quant à lui que les 400 000 francs prévus dans le message pour l'axe 5, "communication", sont adéquats. De nombreuses initiatives peuvent être financées avec le soutien de partenaires, d'organisations internationales, ainsi que du canton et de la ville de Genève. N'oubliez pas non plus que la communication est déjà comprise dans les montants prévus pour les projets. En tout état de cause, le département dispose d'une marge de manoeuvre et le financement des projets pertinents sera assuré.

Enfin, la minorité III (Friedl) propose une augmentation du plafond de dépenses de 2 millions de francs pour les organisations non gouvernementales de petite taille. La politique d'Etat hôte a pour objectif de financer les conditions-cadres offertes à tous les acteurs de la Genève internationale, pour leur permettre d'effectuer leur travail dans des conditions optimales. Il s'agit donc ici du financement des conditions-cadres. La répartition des tâches au sein de la politique d'Etat hôte veut que le soutien de la Confédération se limite aux conditions-cadres, le soutien administratif et logistique aux organisations non gouvernementales étant une compétence du canton et de la ville de Genève.

Pour les raisons évoquées, je vous invite à rejeter les propositions de minorité dont le but est de réduire ou d'augmenter le plafond de dépenses et à soutenir les propositions du Conseil fédéral.

Ceci est également valable pour la proposition individuelle Egger Mike, qui vise elle aussi un point de détail. Comme vous l'avez vu, si nous commençons à discuter de chaque détail du paquet, nous ne nous en sortirons pas et nous oublierons quel est le juste niveau de ce débat.

Je peux en tout cas vous assurer que les débats ont été suivis avec attention et que nous prenons acte de vos critiques, qui seront évidemment intégrées dans les réflexions futures.

Naef Martin (S, ZH): Herr Bundesrat, zunächst einmal, damit wir uns hier richtig verstehen: Ich möchte mich für das Engagement des Bundesrates zugunsten des internationalen Genf herzlich bedanken. Jetzt habe ich



aber noch eine technische Frage. Falls der Antrag der Minderheit I (Molina) angenommen würde, vorerst auf den Bundesbeitrag für die Stiftung Gesda zu verzichten und dem Parlament eine separate Botschaft zu unterbreiten, wird der Bundesrat dann den Betrag dennoch, allenfalls auch gegen den Willen des Parlamentes, sprechen oder nicht? Oder wie geschieht das?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Danke für die Frage, Herr Naef. Diese Frage müsste genau geklärt werden. Denn dieser Rahmenkredit dient zur Finanzierung ganz unterschiedlicher Organisationen und Institutionen. Es würde sich die rechtliche Frage stellen, ob wir dann jede einzelne Finanzierung dem Parlament unterbreiten sollen oder nicht. Deshalb wurde die Frage noch nicht abschliessend geklärt. Aber sie wäre auf jeden Fall zu klären – mit offenen Konsequenzen –, auch für alle anderen Institutionen, die aus diesem Rahmenkredit bezahlt sind.

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Au nom de la majorité de la commission, je vous demande de rejeter les diverses minorités ainsi que la proposition individuelle Egger Mike. Je formule quelques remarques sur les différentes minorités.

D'abord, en ce qui concerne la minorité I (Molina), la majorité de la commission estimait qu'il était judicieux, et cela a été encore rappelé par l'ensemble des groupes, de prendre en

AB 2019 N 936 / BO 2019 N 936

compte les questions relatives aux nouvelles thématiques qui représentent les défis du XXI^e siècle. Elles ont été précisées: le traitement des données ("big data"), les armes autonomes, etc. Ce qui est en jeu ici, c'est uniquement la forme de l'instrument permettant de porter ces débats, à savoir la création de la fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator. Il y a eu des critiques; vous les avez entendues de la part de Monsieur Molina. La majorité de la commission estime que ces critiques ne sont pas justifiées et qu'il convient de développer cet instrument, qui est mis sur pied par le canton de Genève avec l'appui de la Confédération. L'engagement de la Confédération est limité dans le temps: il est de trois ans. Si le projet ne se concrétise pas au bout de trois ans ou ne se développe pas, la Confédération se retirera de celui-ci. Lors de la discussion en commission, le débat a plutôt porté sur la création de cette fondation, sur son mandat et sur les personnalités qui y participeront, mais pas sur la nécessité d'avoir un tel instrument à Genève. Au final, la commission a rejeté la minorité I (Molina) par 9 voix contre 7 et 9 abstentions.

Pour ce qui concerne la minorité II (Tornare), il faut dire que la majorité de la commission a été satisfaite des explications données par le conseiller fédéral Cassis, dans la mesure où il a expliqué que pour la période 2016–2019, il n'y avait pas de montants spécifiques pour la communication. Ce qui figure dans le message pour la période 2016–2019 n'est que l'agrégation de toutes les dépenses des différentes institutions ou projets en matière de communication. Dès lors, le montant de 400 000 francs qui apparaît dans le message est un nouveau montant, qui s'ajoute aux fonds qui sont déjà prévus dans les institutions et qui n'ont pas été agrégés cette fois-ci.

En ce qui concerne la minorité III (Friedl), l'argument qui a été avancé par le Conseil fédéral et qui a convaincu la commission, c'est le fait qu'il y a une répartition des rôles entre la Confédération et le canton: les grandes ONG internationales sont soutenues plutôt par la Confédération et les petites ONG sont soutenues par la ville et le canton de Genève.

La minorité II (Tornare) a été rejetée par 15 voix contre 8 et 1 abstention, et la minorité III (Friedl) par 16 voix contre 8. En ce qui concerne la minorité Keller Peter, je laisserai le rapporteur de la Commission des finances s'exprimer. Par contre, en ce qui concerne la proposition individuelle Egger Mike et la critique qui est faite à l'égard d'une seule organisation subventionnée, je tiens à préciser tout simplement que la Genève internationale est faite d'une multitude et d'une diversité d'organisations; c'est ce qui fait sa richesse. Cette proposition n'a pas été soumise à la commission, dès lors on peut considérer qu'elle est en contradiction, en tout cas, avec la philosophie de la commission.

Riklin Kathy (C, ZH), für die Kommission: Ihre APK hat alle drei Minderheiten abgelehnt. Sie ist der Meinung, dass wir keine Aufknüpfung zulassen, sondern den vom Bundesrat beantragten Kredit so bewilligen sollten. Es ist ein Rahmenkredit.

Der Einzelantrag Egger Mike lag unserer Kommission nicht vor. Das heisst also, dass die APK einstimmig für den gesamten vom Bundesrat vorgeschlagenen Betrag ist: Alle 25 Mitglieder haben zugestimmt. Ich möchte das hier im Saal sagen: Es war eine sehr konstruktive Arbeit.

Der Antrag der Minderheit I (Molina), der den Kredit um 3 Millionen Franken kürzen möchte – vielleicht würde dann mit einer unheiligen Allianz eben wirklich gekürzt, das wäre schade –, wurde relativ knapp abgelehnt, mit 9 zu 7 Stimmen bei 9 Enthaltungen. Die Anträge der Minderheit II (Tornare) und der Minderheit III (Friedl)



wurden mit 15 zu 8 bzw. 16 zu 8 Stimmen abgelehnt.

Ich bitte Sie, der einstimmigen APK zu folgen und den beiden Artikeln 1 und 2 zuzustimmen.

La presidente (Carobbio Guscetti Marina, presidente): All'articolo 1 abbiamo tre minoranze della Commissione della politica estera, una minoranza della Commissione delle finanze e una proposta individuale Egger Mike.

Vi invito a prestare attenzione al sistema di voto. Le tre minoranze della Commissione della politica estera si riferiscono alla proposta della maggioranza e concernano posizioni budgetarie diverse. La proposta individuale Egger Mike si riferisce alla proposta della minoranza Keller Peter e concerne anche lei una posizione budgetaria specifica. La proposta della minoranza Keller Peter richiede una diminuzione generale del credito quadro.

Abbiamo dunque due impostazioni, quella della maggioranza e quella della minoranza Keller Peter. Prima di contrapporle, dobbiamo però chiarirle. Chiariremo prima l'impostazione della maggioranza: siccome le tre minoranze della Commissione della politica estera concernano posizioni budgetarie diverse, non le contrapporrò l'una all'altra, ma le voteremo separatamente una dopo l'altra contrapponendole ogni volta alla proposta della maggioranza. Dopodiché chiariremo l'impostazione della minoranza Keller Peter e la contrapporrò alla proposta individuale Egger Mike. Avremo allora chiarito le due impostazioni che contrapporrò una all'altra.

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18899)

Für den Antrag der Mehrheit FK-NR/APK-NR ... 135 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I APK-NR ... 44 Stimmen

(8 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18900)

Für den Antrag der Mehrheit FK-NR/APK-NR ... 137 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II APK-NR ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Dritte Abstimmung – Troisième vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18901)

Für den Antrag der Mehrheit FK-NR/APK-NR ... 137 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III APK-NR ... 51 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La presidente (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Abbiamo quindi chiarito l'impostazione della maggioranza. Ora passiamo all'impostazione della minoranza Keller Peter.

Vierte Abstimmung – Quatrième vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18902)

Für den Antrag der Minderheit FK-NR ... 125 Stimmen

Für den Antrag Egger Mike ... 62 Stimmen

(0 Enthaltungen)

La presidente (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Adesso contrapporrò le due impostazioni che sono state chiarite.

Fünfte Abstimmung – Cinquième vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18903)

Für den Antrag der Mehrheit FK-NR/APK-NR ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-NR ... 65 Stimmen

(3 Enthaltungen)



Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.019/18904)

Für Annahme der Ausgabe ... 188 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 2–4

Antrag FK-NR/APK-NR

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition CdF-CN/CPE-CN

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

La presidente (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Prima di procedere alla votazione sul complesso, voglio fare gli

AB 2019 N 937 / BO 2019 N 937

auguri al signor Paganini che compirà gli anni fra due giorni – buon compleanno in anticipo! (*Acclamazioni*)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 19.019/18905)

Für Annahme des Entwurfes ... 185 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(1 Enthaltung)

Schluss der Sitzung um 12.40 Uhr

La séance est levée à 12 h 40

AB 2019 N 938 / BO 2019 N 938